

OTTAWA – Malgré la prise de position du nouveau gouvernement québécois contre un péage sur le pont Champlain, le premier ministre Stephen Harper, qui qualifie désormais la future structure de «pont local», n'a pas l'intention de changer d'idée.

L'épineux dossier du futur pont montréalais a été abordé la semaine dernière lors de la première rencontre entre M. Harper et le premier ministre du Québec nouvellement élu, Philippe Couillard.

Caressant manifestement l'espoir de voir Stephen Harper reculer sur la question du péage, le ministre québécois des Transports, Robert Poëti, a récemment avancé que les négociations à ce sujet seraient vraisemblablement plus faciles entre Ottawa et son gouvernement fédéraliste que lorsque le Parti québécois était au pouvoir.

Le gouvernement québécois, la Ville de Montréal et les municipalités de la rive sud de la métropole s'opposent à ce qu'un péage soit instauré sur le pont.

Mais Ottawa tient son bout et n'a jamais démordu de son intention d'imposer un péage, malgré ceux qui protestent et craignent l'encombrement des autres ponts, une situation qui pourrait être causée par les automobilistes qui voudront éviter de déboursier le prix du passage sur le pont Champlain.

Interrogé mardi aux Communes par le chef libéral Justin Trudeau, Stephen Harper a laissé savoir qu'il n'a pas l'intention de revenir sur sa position.

Il s'agit d'être juste envers tous les Canadiens, a répondu le premier ministre.

«Le gouvernement construit un nouveau pont local majeur dans la ville de Montréal. Nous ne faisons pas cela nulle part ailleurs au pays. La seule base sur laquelle nous pouvons le faire est avec la participation financière des résidents locaux», a-t-il expliqué.

«Ce qui signifie que s'il n'y a pas de péage, il n'y aura pas de pont», a tranché le premier ministre.

Le pont Champlain est le plus achalandé au Canada et est une importante voie de transport pour le commerce avec les États-Unis.

Le Nouveau Parti démocratique s'oppose à un péage sur ce pont qui n'est pas un nouveau pont, mais bien une structure de remplacement, a expliqué le chef Thomas Mulcair.

«C'était plus qu'étonnant d'entendre le premier ministre aujourd'hui opiner que le pont Champlain est un pont local», s'est-il aussi exclamé.

«Le pont Champlain est non seulement une infrastructure vitale pour Montréal, c'est extrêmement important pour le Québec, voire pour tout le Canada. (...) Et aujourd'hui Stephen Harper tente de diminuer l'importance de son obligation, parce que c'est un pont fédéral, en disant qu'il s'agit d'un pont local comme si c'était un ponceau autour d'une crique», a dénoncé le chef.

Justin Trudeau est du même avis.

«C'est une infrastructure d'intérêt national et le gouvernement devrait jouer un grand rôle là-dedans et c'est inacceptable qu'on dise qu'on doit faire un péage même avant qu'on connaisse le plan pour le pont», a dit le chef libéral après la période de questions.

Quant au Bloc québécois, il anticipe une fin de non-recevoir du gouvernement Harper aux demandes pour un pont sans péage. Et cela, peu importe le parti au pouvoir à Québec.

«Je pense que M. Poëti peut faire toutes les représentations possibles, ça va être son travail, mais je pense qu'il va retrouver exactement la même fermeture de la part du gouvernement conservateur», a commenté le député bloquiste André Bellavance.

Stephen Harper confirme le péage sur le pont Champlain qu'il qualifie de « local »

Écrit par L'actualité

Mercredi, 30 Avril 2014 00:47 -

Cet article [Stephen Harper confirme le péage sur le pont Champlain qu'il qualifie de « local »](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Stephen Harper confirme le péage sur le pont Champlain qu'il qualifie de « local »](#)